

LES FRANÇAIS
DANS LE MIROIR EUROPÉEN.
LE RÉFÉRENDUM
DU 29 MAI 2005

151

Avec 55 % des suffrages et près de 3 millions de voix de plus que le oui, la victoire du non a été d'autant moins discutable qu'elle s'est accompagnée d'une mobilisation massive des Français, près de 70 % des électeurs s'étant rendus aux urnes. L'enracinement géographique du non est d'ailleurs saisissant. Il est majoritaire dans presque tous les départements français (84 contre 16), dans 82 % des communes, soit près de 30 000 communes et dans 413 circonscriptions législatives (sur 577).

À l'automne 2004, l'issue du scrutin semblait faire peu de doute, l'UMP, l'UDF et le Parti socialiste s'étant prononcés pour le oui. De fait, la victoire du non a semblé illustrer la coupure tant de fois évoquée entre les responsables politiques et les Français. De plus, le fait que les ouvriers et les employés soient ceux qui aient le plus voté non, et que d'une manière générale le oui progresse au fur et à mesure que l'on monte dans la pyramide sociale renforce l'idée d'une coupure entre la « France d'en bas » et la « France d'en haut ». Si cette grille de

lecture est séduisante et parfaitement valable à plus d'un titre, il n'en reste pas moins vrai que 30 % des chômeurs et 44 % des salariés du privé ont voté oui, ou qu'à l'inverse 30 à 35 % des cadres ont voté non. La thématique du conflit entre le peuple et les élites doit donc être approfondie.

Ce non révèle une crise politique, qui a été particulièrement forte au Parti socialiste, mais qui concerne l'ensemble des formations politiques en définitive. C'est la crise de confiance dans la parole et dans l'action publique, tant à l'échelon national qu'euro-péen. Le nombre de Français ayant voté oui dépasse à peine le nombre de ceux qui ne sont pas allés voter (12 millions d'électeurs dans les deux cas). Cette crise du politique se superpose, mais ne se confond pas, avec la crise sociale que traverse la France. Cette dernière est à l'origine du fort pessimisme des Français et de la baisse du moral des ménages. L'inquiétude sociale qui en découle a trouvé un relais dans le débat sur le modèle économique de l'Europe. Déjà diagnostiqué en 1992

lors du référendum sur Maastricht, ce « malaise français » prend des formes multiples et s'est étendu à de nouvelles catégories sociales. Les classes moyennes, qui avaient majoritairement voté oui lors du référendum sur Maastricht, ont cette fois voté non à 56 %.

Au-delà du rejet du texte pour des raisons économiques et sociales, plusieurs analyses électorales ont souligné l'importance de la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ou du « plombier polonais¹ » pour avancer l'idée d'une dimension « populiste » et anti-européenne dans le succès du non. 152 Là encore, si elle dessine un comportement politique réel, cette approche doit être nuancée. La victoire du non s'explique à la fois par des éléments conjoncturels et par des tendances lourdes de notre paysage politique contemporain.

LES SENS DU NON

Le succès du non s'est suivi d'un intense débat d'interprétation autour de sa signification. Ce non traduit-il réellement une coupure entre les universalistes et les anti-universalistes, entre la France « du repli » et la France « ouverte » ? Reflète-t-il au contraire l'expression de l'opposition entre la France qui subit la crise économique, contre celle qui en est protégée ? Deux éléments permettent de comprendre cette dichotomie : le poids de la gauche et l'importance du rejet de la construction européenne dans le vote non. Autrement dit, le non est-il un non à une Europe libérale ou est-il un non à l'Europe ?

Un non antilibéral ?

En 1992, lors du référendum sur le traité de Maastricht, les électeurs du non étaient majoritairement des sympathisants de droite. Principalement pour deux raisons. La première est que la droite était alors dans l'opposition, ce qui a libéré des espaces de contestation. La seconde est que la question centrale à ce moment fut la question de l'identité nationale. Elle nécessitait un travail pédagogique interne au sein des droites qui était plus important qu'à gauche.

Au contraire, en 2005, le non est majoritaire à gauche et minoritaire à droite, malgré le poids de l'extrême droite et du courant souverainiste. Ainsi 98 % des sympathisants du Parti communiste, entre 50 % et 60 % des électeurs du Parti socialiste et des Verts ont voté contre le projet de traité constitutionnel, alors que les proches de l'UMP ont voté oui à 80 %. Toutes formations confondues, les électeurs de gauche ont voté à 67 % pour le non. Par rapport à 1992, le non progresse particulièrement parmi les sympathisants du Parti socialiste qui auront pesé de manière décisive sur le résultat final (un tiers du vote non est constitué de sympathisants socialistes en 2005). Au final, les études actuelles s'accordent à dire que la part des électeurs de gauche dans le non se situe entre 50 % et 60 %.

1. Plusieurs responsables ont argué, pour justifier le non, de la directive Bolkestein qui « permet à un plombier polonais ou à un architecte estonien de proposer ses services en France, au salaire et avec les règles de protection sociale de leur pays d'origine ».

*Qui a voté quoi ?**Les ventilations par préférence partisane (en %)*

<i>Électeurs proches de</i>	<i>Non 1992</i>	<i>Non 2005</i>	<i>Évolution 1992-2005</i>
Extrême gauche	70,2	94	+23,8
PCF	81,1	98	+16,9
PS	22	56	+34
Verts	42,9	60	+17,1
UDF	38,6	24	-14,6
UMP	59,2	20	-39,2
MPF	–	75	–
FN	92	93	+1
Aucun parti	55	69	+14
S/T Gauche parlementaire	36,7	63	+26,3
S/T Droite parlementaire	50,9	27	-23,9

153

SOURCES: Ipsos, sortie des urnes, 29 mai 2005.

Si l'on s'intéresse aux motivations déclarées du vote, on constate qu'au sein des électeurs du non la première raison invoquée demeure le rejet d'un texte jugé trop libéral (entre 34 et 40 % des réponses). Les débats autour des services publics, des délocalisations de l'emploi, du modèle économique, etc., ont trouvé ici un écho aux inquiétudes sociales qui s'exprimaient déjà dans l'opinion publique française. 76 % des Français estimaient ainsi en mai 2005 que les choses avaient tendance à aller plus mal (Sofres). Pour

des raisons internes à la gauche, l'un des thèmes dominants de la campagne électorale a été celui d'un projet constitutionnalisant des politiques libérales (la partie III du traité). Les enquêtes d'opinion montrent que cet argument a été entendu et qu'il a pesé dans la décision finale des électeurs du non.

Pour autant, le non n'est pas porteur que de cette seule signification. Comme le rappelle le tableau ci-dessous, au moins 40 % du non provient d'électeurs ne se situant pas à gauche. Le non s'est

*Composition du vote oui et non
Référendum du 29 mai 2005*

	<i>%</i>	<i>Extrême gauche</i>	<i>Gauche</i>	<i>Droite</i>	<i>Extrême droite</i>
Non	100	8	49	15	28
Oui	100	1	35	58	6

SOURCE: Étude CSA, 29 mai 2005.

nourri d'une multitude de contestations, sociales et syndicales notamment, mais plus généralement de mots d'ordre et de peurs incitant certains commentaires à souligner l'enracinement d'un vote « contre » systématique depuis plusieurs élections, fournissant le contour d'un vote populiste en France.

Un rejet de l'Europe ?

La question du populisme

154 Si les électeurs de gauche ont indéniablement fait basculer le scrutin et qu'ils sont majoritaires dans sa composition, l'apport des autres courants de pensée n'est pas marginal. Le référendum a également permis à une partie de la population, hostile à Bruxelles et à la Commission européenne, très réticente à l'élargissement et très sensible aux thématiques de l'immigration et de la sécurité des biens et des personnes, de s'exprimer. Agriculteurs, commerçants et artisans, patrons de petites entreprises, ouvriers de l'industrie – dont on sait qu'ils constituent la part essentielle du vote d'extrême droite en France –, forment ainsi une part importante du vote non. Entre 30 et 40 % des électeurs du non déclarent avoir voulu manifester leur mécontentement. Beaucoup y voient l'espace politique d'un courant populiste dépassant les clivages politiques traditionnels².

Les questions européennes façonnent de plus en plus régulièrement le paysage politique français. Déjà, en 1992, le débat sur le traité de Maastricht avait fortement tirailé les familles politiques, et les clivages classiques n'avaient pas résisté à

cette nouvelle dimension du débat politique. L'émergence d'un pôle souverainiste à droite, autour notamment de Charles Pasqua et de Philippe de Villiers, en avait été la manifestation la plus visible. La situation s'est reproduite en 2005. Mais, cette fois, les divisions ont traversé la gauche. L'Europe pèse davantage qu'il n'y paraît dans la redéfinition des clivages politiques et culturels en France, et elle dessine de nouveaux comportements politiques chez les Français.

Les questions européennes sont encore mal perçues par les Français, comme par 71 % des Européens qui déclarent « peu ou très mal connaître l'Europe³ ». L'émission France Europe Express sur France 3 attire ainsi en moyenne moins de 800 000 téléspectateurs et le Forum des Européens sur Arte est suivi par à peine plus de 450 000 personnes en règle générale. Pour autant, le référendum du 29 mai s'inscrit dans un contexte d'une sensibilisation accrue aux questions européennes : élections européennes en juin 2002, élargissement à dix nouveaux membres le 1^{er} mai 2004, référendum sur le projet de traité constitutionnel pour l'établissement d'une Constitution en mai 2005. Ces rythmes ont rendu les Français plus familiers avec les concepts et les termes du débat européen.

De fait, une majorité se déclare favorable au projet européen, y compris chez les électeurs du non. Gérard Le Gall⁴ a raison de souligner l'ambivalence de cet attachement à l'Europe, notamment au sein de familles politiques qui ont toujours développé un discours hostile à l'Union européenne. La remarque vaut

2. Voir Gérard Le Gall, « La démythification d'un non tribunitien », *Le jour où la France a dit non*, Fondation Jean-Jaurès, Plon, 2005.

3. *Eurobaromètre*, n° 63, TNS Sofres, Commission européenne, juillet 2005.

4. *Op. cit.*

Les motivations du non

	<i>Louis Harris postélectoral</i>	<i>Ipsos SSU 29 mai</i>	<i>Sofres unilog</i>
La Constitution est trop libérale	32	40	34
Cela permettra de renégocier le traité	38	39	35
Préserver l'indépendance, l'identité de la France	27	32	19
S'opposer à l'entrée de la Turquie	22	35	18
S'opposer au gouvernement	25	24	–
Bilan négatif de la construction européenne	18	27	–
Manifester un ras-le-bol général	31	31	40

155

pour les partis, mais rien n'indique que cette contradiction soit aussi forte dans l'opinion publique. La volatilité des jugements demeure en effet importante sur ces sujets. À l'automne 2004, peu avant la campagne, 56 % des Français estimaient en tout cas que l'appartenance de la France à l'Union européenne était une bonne chose⁵.

Pourtant, les Français sont indéniablement parmi ceux qui expriment encore le plus de réticences à l'égard de la construction européenne, notamment en comparaison avec les autres grandes nations. Ainsi, lorsqu'ils répondent à 56 % que la France bénéficie de l'Europe, ce niveau les situe en 14^e position sur 25. Lorsque se pose la double question de l'élargissement et du cas spécifique de la Turquie, les Français se distinguent encore plus nettement. Alors que 50 % des citoyens européens sont favorables à de nouveaux élargissements dans les années qui viennent, seuls 32 % des

Français le sont. La France se situe en avant-dernière position sur cette question. Concernant l'intégration de la Turquie à l'Europe, les Français se montrent encore plus hostiles à cette idée que la plupart des pays européens (70 % contre, alors que la moyenne dans l'Europe des 15 est de 55 %) ⁶. Enfin, les Français sont particulièrement critiques à l'égard du fonctionnement des instances européennes. Alors que 66 % des Luxembourgeois et des Belges, 60 % des Danois et des Espagnols, et même 53 % des Italiens se déclarent satisfaits du fonctionnement démocratique de l'Union européenne, il n'y a que 40 % des Français pour penser la même chose⁷.

La France reste un pays cocardier où le syndrome du village gaulois résistant est encore fort. L'Europe, parce qu'elle symbolise facilement le bureaucratisme, l'interventionnisme, le libéralisme, la mondialisation, est à même de cristalliser de nombreuses formes de contestations

5. *Eurobaromètre, op. cit.*

6. *Ibid.*

7. *Ibid.*

politiques. Il semble cependant difficile de toutes les réunir dans une même dynamique et de leur donner le même sens, quand bien même elles partagent certaines postures communes. Au-delà du débat sur la construction européenne, la campagne a suscité des controverses qui ne se réduisent pas à l'affrontement « populistes / éclairés », et le non a mobilisé des ensembles disparates de la société française.

LES TRANSFORMATIONS SOCIALES
MAJEURES ET LES ÉVOLUTIONS
POLITIQUES

156

Lorsque l'on s'intéresse au résultat du vote en fonction des structures sociales, on est frappé de constater combien le non semble avant tout être le fait du monde du travail. En 1992, le clivage s'était organisé selon une structure pyramidale, le non étant d'autant plus fort que l'on se situait en bas de l'échelle sociale. En 2005, cette tendance reste vraie, mais elle se double d'une césure supplémentaire, entre les actifs et les inactifs.

Ainsi, seuls les plus de 60 ans ont voté majoritairement pour le oui (à 57 % en moyenne) ainsi que les étudiants. Dans toutes les autres tranches d'âge, le non est majoritaire. C'est particulièrement vrai au sein des 35-59 ans qui ont voté non à 61 % en moyenne, alors que les retraités ont voté oui à 60 %. Les salariés, les personnes à leur compte, les chômeurs ont tous majoritairement voté non. Signalons simplement qu'à eux seuls les retraités ont apporté 38 % des voix pour le oui en France. On ne peut mieux dire la distinction actifs / inactifs à l'occasion de ce vote.

Le poids des actifs dans le non explique l'importance du poids des thèmes économiques et sociaux dans les motivations du vote non. Dans une situation économique difficile, les actifs sont devenus les Français les plus pessimistes. Trop bureaucratique ou trop libérale, chacun trouve ici matière à illustrer son propos. Les différentes générations des actifs sont confrontées à une crise qui s'est exprimée lors du référendum. Elle explique aussi, comme nous le verrons, la progression du vote contestataire chez les cadres.

*L'évolution du non
par capillarité ascendante*

En 1995, Jacques Chirac a été élu autour du thème de la réduction de la « fracture sociale », concept popularisé par Marcel Gauchet et Emmanuel Todd à l'occasion du référendum de 1992. L'ampleur des inquiétudes et du malaise des classes moyennes avait alors été diagnostiquée. La crise économique, qui a d'abord frappé le monde ouvrier, fracture désormais les classes moyennes, notamment les plus défavorisées. Celles-ci avaient largement voté contre Maastricht et se sont éloignées dans le même temps des formations politiques classiques.

Un peu moins de quinze ans plus tard, le schéma reste valable. La question européenne demeure une source de clivage chez les Français où les marqueurs sociaux culturels restent plus nets. Au-delà de la distribution droite / gauche du vote, l'explication structurelle de la victoire du non se trouve dans sa progression par capillarité ascendante au sein des catégories sociales. Comme l'ont montré Samuel Jéquier et Philippe Hubert⁸,

8. Philippe Hubert, Samuel Jéquier, « L'ascension par capillarité du non », *Le Monde*, 25 mai 2005.

Évolution du non par CSP entre 1992 et 2005

	% non 1992	% non 2005	Différence 1992-2005
Agriculteurs	62,2	70	+ 7,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	48,7	51	+ 2,3
Professions libérales, cadres supérieurs	32,2	35	+ 2,8
Employés	52,7	67	+ 14,3
Ouvriers	60,6	79	+ 18,4

SOURCES: Ipsos, étude postélectorale.

le non a progressé dans la pyramide sociale de manière significative par rapport à 1992.

*Les classes moyennes
restent le groupe central
des conflits politiques*

Le basculement vers le non des classes moyennes en 2005 explique pour l'essentiel sa victoire le 29 mai dernier. Alors qu'en 1992 elles avaient voté oui à 57 %, elles ont cette fois-ci voté non à 56 %. Les classes moyennes étaient, depuis les années cinquante, au cœur du modèle politique et social des Trente Glorieuses. Issues de la tertiarisation de l'économie et de la fonction publique, elles sont souvent acquises aux formations de gouvernement. Mais, traversées par des aspirations contradictoires et des craintes cycliques, elles emportent souvent avec elles les majorités politiques ou d'idées. L'évolution de leur vote avait ainsi permis les succès de la gauche à la fin des années soixante-dix et dans les années quatre-vingt. Les classes moyennes profitaient de la croissance et de la libéralisation des mœurs. Pour une bonne partie d'entre elles, leur mode de vie se rapprochait de celui des cadres.

Elles sont désormais une zone de tumulte et de cristallisation de nombreux

débats essentiels de notre société. Les classes moyennes se caractérisent par une aspiration très grande à l'ascension sociale et par de fortes craintes d'un déclassement social.

Pour autant, la distinction entre le salariat du public et le salariat du privé est une réalité. Ces 5 millions d'actifs présentent un visage très contrasté. Les classes moyennes salariées du privé (comptables, représentants, etc.) restent plus proches de la droite et de l'extrême droite que celles des professions intermédiaires du public (institutrices, infirmières, professionnels de santé, etc.). Proches de la gauche, elles ont fortement évolué vers le non passant de 48,7 % en 1992 à 64 % en mai 2005.

Au sein des classes moyennes non salariées (un million et demi d'indépendants, d'artisans et de commerçants), le vote en faveur du non est également très net (58 %). Leur situation précaire, liée au déclin de l'artisanat traditionnel et à la montée des petites entreprises prestataires de service, en a fait un noyau dur, pour le moment très anti-européen. Ces nouvelles classes moyennes non salariées sont plutôt moins diplômées que le non-salariat traditionnel, ce qui les expose particulièrement aux récessions économiques. Elles demeurent culturel-

lement très méfiantes à l'égard de l'État et sont promptes à dénoncer la bureaucratie.

*La progression
du vote protestataire
chez les cadres*

158 La catégorie des cadres est une construction récente (1936) qui devait permettre de distinguer, au sein des employés, les ingénieurs et les agents de maîtrise, des employés de bureau. Cette notion renvoie désormais à des réalités sociales et professionnelles très disparates rendant encore malaisée la compréhension globale de ce groupe. La diversité des origines sociales, des diplômes et des parcours professionnels en font un ensemble hétérogène. En 1962, les cadres ne constituaient que 4,7 % de la population active. Ils en représentent désormais 15 %. La vision quelque peu schématique que nous avons des cadres (diplômés, urbains et votant à droite) s'en trouve modifiée. Près de 70 % des cadres avaient voté pour un candidat de droite au premier

tour de l'élection présidentielle de 1981, ils n'étaient plus de 40 % au 1^{er} tour de 2002.

Aujourd'hui, un cadre sur deux l'est devenu à l'occasion de promotions internes et seul un cadre sur trois l'est dès son premier emploi. L'origine sociale des cadres est donc plus variée que par le passé, ce qui constitue l'une des clefs d'explication de l'évolution politique des cadres. On constate en effet une progression importante, depuis une dizaine d'années, du vote contestataire chez les cadres. Ainsi, au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2002, 25 % des cadres et des professions intellectuelles se sont abstenues, 12 % ont voté pour Chevènement, tandis que 12 % votaient pour Le Pen. Même si cela reste 10 points de moins que la moyenne nationale, cette proportion augmente d'élection en élection et est symptomatique des évolutions actuelles chez les cadres. En fin de compte, seuls 17 % d'entre eux ont voté pour Jacques Chirac au 1^{er} tour.

*Évolution du vote des cadres
(1^{er} tour des présidentielles)*

	1981	1988	1995	2002
Gauche non communiste	22 %	28 %	33 %	37 %
Droite parlementaire	69 %	46 %	50 %	40 %

La gauche est la première bénéficiaire de ce nouvel équilibre, notamment le Parti socialiste et les Verts. Au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2002, les cadres ont voté à 37 % pour la gauche parlementaire. La parité s'installe pro-

gressivement entre la droite et la gauche au sein des cadres. Ces évolutions s'expliquent principalement par une forte et rapide progression des insatisfactions chez les cadres, notamment celles qui concernent leurs conditions de travail⁹.

9. Voir François Dupuy, *La Fatigue des élites. Le capitalisme et ses cadres*, Seuil, 2005.

On constate en effet un divorce croissant entre les cadres, l'entreprise et l'univers économique dans lequel ils évoluent. La crise économique, conjuguée à des conditions de travail dont ils considèrent qu'elles se dégradent, a développé un malaise perceptible. En un an, de mai 2004 à mai 2005, la part des cadres estimant que le niveau de vie se dégradera est passée de 35 % à 46 %¹⁰, 79% considèrent que les occasions de progresser seront inexistantes dans les mois suivants, et 63 % pensent que leur entreprise est mal gérée. Le processus de rationalisation de l'entreprise a éloigné les cadres des directions des entreprises. Ils jugent désormais que les actionnaires sont davantage privilégiés qu'eux.

Autre signe de l'évolution du comportement politique et social des cadres : leur syndicalisation accrue – désormais deux fois plus importante que la moyenne des salariés. Alors que l'on compte aujourd'hui moins de 400 000 ouvriers syndiqués, ils sont 500 000 cadres à être adhérents d'une centrale syndicale. Si, dans les années quatre-vingt, les cadres représentaient le « modèle de l'entreprise » et qu'ils pensaient être les grands bénéficiaires du management au sein des entreprises, le divorce est pour le moment réel. Cette évolution est particulièrement prononcée chez les cadres du privé. La question du niveau de rémunération, qui ne se posait pas il y a quelques années, est devenue, avec l'intérêt pour le travail, la première préoccupation des cadres.

En se focalisant sur la question du marché du travail, le débat sur le référendum a mis en évidence le fait que l'inquiétude sociale et l'insatisfaction professionnelle concernent désormais tous

les échelons du monde du travail, à l'exception d'une infime minorité. Ce vote contestataire peut très bien demeurer un élément conjoncturel. Il est encore trop tôt pour le dire. Il n'en demeure pas moins réel et traduit l'influence progressive de la conjoncture sur leur vote et sur sa plus grande volatilité.

Il faut cependant noter que cette évolution n'est pas uniforme. Trois paramètres au moins apparaissent : l'âge, la répartition géographique et le niveau d'étude. Ainsi, au 1^{er} tour des élections législatives de 2002, la répartition du vote des cadres éclaire ces différences : Le réalignement progressif des cadres en faveur de la gauche est à l'origine de plusieurs de ses succès électoraux (les municipales de 2001 à Paris et à Lyon en sont les dernières illustrations). Mais il s'accompagne parallèlement d'une désertion d'une partie de son électorat traditionnel. Cette évolution multiplie les divisions de fond, comme en témoigne la période actuelle. L'électorat historique de la gauche diminue numériquement (entre 1993 et 2005 le nombre d'ouvriers a reculé de près de 10 %), les classes moyennes défavorisées le boudent, et son nouvel électorat ne lui est pas encore fidèle.

Ces élections invitent à trois conclusions. Elles confirment tout d'abord l'importance de la conjoncture économique dans le vote d'une part croissante d'électeurs. Analysée depuis plusieurs scrutins, cette tendance se confirme de plus en plus. Ensuite, l'incidence du niveau d'étude sur le comportement électoral reste une donnée sociologique forte, aussi subtile soit-elle. Moins déter-

10. « Le moral des cadres », baromètre Louis Harris, mai 2005.

Répartition du vote des cadres aux législatives de 2002

	<i>Vote pour la gauche non communiste</i>	<i>Vote pour la droite parlementaire</i>
Génération 1948-1957	40 %	37%
Génération 1958-1967	33 %	43%
Bac +2	44 %	25%
Bac +3 ou plus	38 %	46%
Communes de + 100 000 hab.	34 %	34%
Communes rurales, ou - de 20 000 hab.	23 %	43%

160

minante pour expliquer l'axe droite-gauche, elle dessine néanmoins des frontières idéologiques sur d'importants sujets de société. Enfin, le poids de plus en plus important des catégories sociales aisées dans l'électorat socialiste constitue une évolution que la gauche n'a pas encore digérée. À cet égard, le 21 avril et le 29 mai présentent quelques similitudes.

Le référendum est un outil électoral complexe. Par sa simplicité et son aspect binaire, il aide à percevoir des évolutions et des comportements politiques que les autres scrutins éclairent moins bien. Il favorise les lectures duales (droite/gauche, diplômés/non-diplômés, inclus/exclus, européens/euroceptiques, etc.) et simplifie un espace politique morcelé et éclaté. Mais il permet également, à ce niveau de généralité, des interpré-

tations très variées, aussi contradictoires les unes que les autres. Le référendum lisse les différences et rassemble sous un même vote d'autres oppositions de fond tout aussi importantes. Dans l'espace du non, le rejet de Bruxelles, la question turque et l'inquiétude identitaire sont naturellement présents. Tout comme en 1992 en définitive. Mais le succès du non en 2005 ne peut se comprendre qu'en fonction de la forte réaction à l'inquiétude sociale et au sentiment, dominant chez les partisans du non, que le texte proposé validait un cadre économique qui soulève désormais plus d'inquiétude que d'adhésion. L'Europe n'a pas convaincu qu'elle offrait l'espace de protection et de croissance promis aux citoyens. C'est, avant toute chose, ce qui a été sanctionné le 29 mai dernier.

*Résultats du référendum du 29 mai 2005
(France entière)*

Inscrits	41 789 202		
Votants	28 988 300		
Exprimés	28 257 778		
Abstentions	12 800 902	30,63 %	
Blancs	730 522	1,75 %	

		<i>% des inscrits</i>	<i>% des exprimés</i>
OUI	12 808 270	30,65	45,33
NON	15 449 508	36,97	54,67

SOURCE : Conseil constitutionnel.